RCS : PARIS
Code greffe : 7501

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 1997 B 14166
Numéro SIREN : 414 084 269
Nom ou dénomination : BEWEB

Ce dépôt a été enregistré le 09/09/2015 sous le numéro de dépôt 84270

1508434702

DATE DEPOT : 2015-09-09

NUMERO DE DEPOT : 2015R084270

N° GESTION : 1997B14166

N° SIREN : 414084269

DENOMINATION : BEWEB

ADRESSE : 5 rue Marbeau 75116 Paris

DATE D'ACTE : 2015/08/11

TYPE D'ACTE : DECLARATION DE CONFORMITE (ART.374 L24/07/1966)

NATURE D'ACTE :

BEWEB

Société anonyme au capital de 38.112,25 €
Siège social : 5, rue Marbeau 75116 PARIS
414 084 269 R.C.S. PARIS

Et

PETIT COQ

Société à responsabilité limitée au capital de 50.000 €
Siège social : 8, rue du Cirque 75008 PARIS
752 878 140 R.C.S. PARIS

DECLARATION DE REGULARITE ET DE CONFORMITE

Le soussigné,

- **Monsieur Michel PIETRINI**, en qualité de Président de la société **BEWEB**, société anonyme au capital de 38.112,25 euros dont le siège social est sis 5, rue Marbeau 75116 PARIS, immatriculée au R.C.S. de PARIS sous le n° 414 084 269 (la « Société absorbante »), spécialement habilité à l'effet de signer la présente déclaration en vertu des délibérations de l'Assemblée Générale Extraordinaire de la société BEWEB en date du 10 août 2015 ;

- **Monsieur Michel PIETRINI**, en qualité de Gérant de la société **PETIT COQ**, société à responsabilité limitée au capital de 50.000 euros dont le siège social est sis 8, rue du Cirque 75008 PARIS, immatriculée au R.C.S. de PARIS sous le n° 752 878 140 (la « Société absorbée »), spécialement habilité à l'effet de signer la présente déclaration en vertu des décisions de l'associé unique de la société PETIT COQ en date du 13 mai 2015 ;

fait les déclarations prévues par les dispositions des articles L. 236-6 alinéa 3 et R. 236-4 du Code de commerce, à l'appui de la demande d'inscription modificative au registre du commerce et des sociétés de la société BEWEB et de la demande de radiation de la société PETIT COQ, déposées au Greffe du Tribunal de Commerce de Paris, qui seront précédées de l'exposé ci-après :

EXPOSE

- le projet de traité de fusion, signé suivant acte sous seing privé en date du 20 mai 2015 par Monsieur Michel PIETRINI, en sa qualité de Gérant de la société PETIT COQ et Président de la société BEWEB, spécialement habilité à cet effet par procès-verbal de l'associé unique de la société PETIT COQ du 13 mai 2015 et du Conseil d'Administration de la société BEWEB du 13 mai 2015, contenait toutes les indications prévues par l'article R. 236-1 du Code de commerce, notamment les motifs, buts et conditions de la fusion et la désignation et l'évaluation de l'actif et du passif de la société PETIT COQ devant être transmis à la société BEWEB et stipulait que la société PETIT COQ serait dissoute sans liquidation du seul fait et au jour de la réalisation définitive de la fusion.

- Deux exemplaires du projet de fusion ont été déposés au Greffe du Tribunal de Commerce de Paris le 16 juin 2015 pour chacune des sociétés PETIT COQ et BEWEB.

- Le traité de fusion ainsi que l'avis de fusion ont été publiés, par chacune des sociétés PETIT COQ et BEWEB, au BODACC A n° 20150118 le 23 juin 2015, annonce n°856, trente jours au moins avant la réalisation de la fusion et ce, conformément aux dispositions de l'article R. 236-2 du Code de commerce.

  A ce jour, aucune opposition émanant des créanciers sociaux n'a été formée à l'opération de fusion-absorption de la société PETIT COQ par la société BEWEB dans les délais prévus par les dispositions de l'article R.236-8 du Code de commerce.

- L'ensemble des documents prévus par les dispositions de l'article R. 236-3 du Code de commerce ont été tenus, le cas échéant, à la disposition des associés de la société BEWEB et de l'associé unique de la société PETIT COQ aux sièges sociaux, et ce, dans les délais prévus, par l'article R.236-3 du code de commerce.

- Aux termes de ses délibérations en date du 24 juillet 2015, le Conseil d'Administration de la société BEWEB a notamment :

  - approuvé le projet de fusion prévoyant l'absorption de la société PETIT COQ par la société BEWEB et l'évaluation du patrimoine transmis ;
  - constaté la réalisation définitive de la fusion de la société PETIT COQ par la société BEWEB ;

- Aux termes de ses délibérations en date du 10 août 2015, l'Assemblée Générale Extraordinaire de la société BEWEB a notamment :

  - approuvé le projet de fusion prévoyant l'absorption de la société PETIT COQ par la société BEWEB et l'évaluation du patrimoine transmis ;
  - constaté la réalisation définitive de la fusion de la société PETIT COQ par la société BEWEB ;

- modifié corrélativement, l'article 6 des statuts de la société BEWEB.

Conformément aux dispositions de l'article R. 210-9 du Code de commerce, l'avis pour la réalisation de la fusion par voie d'absorption de la société PETIT COQ par la société BEWEB et la dissolution de la société PETIT COQ a été publié dans un journal d'annonces légales le 11 août 2015.

Cet exposé étant fait, il est passé à la déclaration ci-après :

DECLARATION

Le soussigné, ès-qualités, déclare, sous leur responsabilité et les peines édictées par la loi, que :

- l'opération de fusion-absorption de la société PETIT COQ par la société BEWEB telle que relatée ci-dessus a été décidée et réalisée en conformité avec la loi et les règlements applicables ;
- la société PETIT COQ est définitivement et régulièrement dissoute sans liquidation.

Seront déposés au Greffe du Tribunal de Commerce de Paris, avec un exemplaire de la présente déclaration :

- Un extrait certifié conforme du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire de la société BEWEB en date du 10 août 2015 conférant tous pouvoirs à Monsieur Michel PIETRINI, Président de la société BEWEB, aux fins d'établir et de signer au nom et pour le compte de la société BEWEB la présente déclaration ;
- Un extrait certifié conforme du procès-verbal des décisions de l'Associée Unique de la société PETIT COQ en date du 13 mai 2015 conférant tous pouvoirs à Monsieur Michel PIETRINI, Gérant de la société PETIT COQ aux fins d'établir et de signer au nom et pour le compte de la société PETIT COQ la présente déclaration ;
- Un exemplaire du traité de fusion et de ses annexes ;
- Une copie certifiée conforme des statuts mis à jour de la société BEWEB.

La pressente déclaration est établie conformément aux dispositions de l'article L.236-6 du Code de commerce afin de parvenir à la modification des termes de l'inscription au registre du commerce et des sociétés de la société BEWEB et à la radiation de la société PETIT COQ du Registre du Commerce et des Sociétés.

Fait à PARIS, le 11 août 2015
En quatre exemplaires originaux,

Monsieur Michel PIETRINI
Au nom et pour le compte de la société BEWEB

Monsieur Michel PIETRINI
Au nom et pour le compte de la société PETIT COQ

1508434701

DATE DEPOT : 2015-09-09

NUMERO DE DEPOT : 2015R084270

N° GESTION : 1997B14166

N° SIREN : 414084269

DENOMINATION : BEWEB

ADRESSE : 5 rue Marbeau 75116 Paris

DATE D'ACTE : 2015/08/10

TYPE D'ACTE : PROCES VERBAL D'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

NATURE D'ACTE : REALISATION DE L'ABSORPTION

MODIFICATION(S) STATUTAIRE(S)

PF 10-8-15
02-115
DH 11-8-15

06 10-8-15

« B E W E B »

Société anonyme au capital de 38.112,25 euros
Siège social : 8, rue du Cirque 75008 PARIS
414 084 269 R.C.S. PARIS
973 11166

Enregistré à : S I E 8 EME EUROPE-ROME POLE ENREGISTREMENT
Le 03/09/2015 Bordereau n°2015/2 929 Case n°22 Ext 13714
Enregistrement : 375 €
Pénalités :
Total liquidé : trois cent soixante-quinze euros
Montant reçu : trois cent soixante-quinze euros
La Contrôleuse des finances publiques
Fabienne DUJARDIN
Contrôleuse principale
des Finances publiques

PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS D
L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINA
DU 10 AOUT 2015

Greffe du tribunal
de commerce de Paris
Acte déposé le :
- 9 SEP. 2015
Sous le N° : 84270

L'AN DEUX MIL QUINZE,

ET LE DIX AOUT,

A ONZE HEURES,

Les actionnaires de la société « BEWEB » se sont réunis en Assemblée Générale Extraordinaire au siège social, sur convocation du Conseil d'Administration.

Il a été établi une feuille de présence, qui a été émargée par chaque membre de l'Assemblée en entrant en séance.

L'Assemblée procède à la composition de son Bureau :

- Monsieur Michel PIETRINI préside l'Assemblée en sa qualité de Président du Conseil d'Administration ;

- Madame Anne Sophie MENANT, actionnaire et Madame Monique PIETRINI, actionnaire, présents et acceptants, sont appelés comme Scrutateurs ;

- Monsieur Grégoire DECOOL est désigné comme Secrétaire.

La S.A. COMMISSARIAT MARIE MERMILLOD Commissaire aux comptes titulaire, a été régulièrement convoquée.

La feuille de présence, certifiée sincère et véritable par les Membres du Bureau ainsi constitué, permet de constater que les actionnaires présents ou représentés possèdent plus quart du capital social et qu'en conséquence, l'Assemblée, régulièrement constituée, peut valablement délibérer.

Monsieur le Président dépose sur le bureau et met à la disposition des actionnaires les documents suivants :

- les justificatifs de convocation ;

- la feuille de présence à l'assemblée, à laquelle sont joints les éventuels pouvoirs des actionnaires représentés par des mandataires ;

- le rapport de gestion du Conseil d'Administration ;

- le projet de traité de fusion ;

- le texte des résolutions proposées par le Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale.

Monsieur le Président déclare que tous les documents et renseignements prévus par la loi et les textes en vigueur ont été tenus à la disposition des actionnaires, au siège social, quinze jours francs avant la réunion et que ceux qui leur ont été adressés comportaient les mentions prévues par les dispositions légales.

L'assemblée lui donne acte de cette déclaration et reconnaît la validité de la convocation.

Monsieur le Président rappelle ensuite que l'Assemblée s'est réunie à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- approbation du projet de traité de fusion prévoyant l'absorption de la société PETIT COQ par la Société ; approbation de l'évaluation du patrimoine transmis ;

- constatation de la réalisation définitive de l'opération de fusion-absorption de la société PETIT COQ ; constatation simultanée de la dissolution sans liquidation de la société PETIT COQ ;

- modification corrélative de l'article 6 (« Apports ») des statuts ;

- pouvoirs pour les formalités ;

- questions diverses.

Puis, il est donné lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration.

Enfin, Monsieur le Président déclare la discussion ouverte.

Diverses observations sont échangées et personne ne demandant plus la parole, les résolutions suivantes figurant à l'ordre du jour susvisé sont mises aux voix :

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale, connaissance prise :

- du rapport du Président,
- du projet de traité de fusion et de ses annexes entre la société PETIT COQ (société à responsabilité limitée au capital de 50.000 euros, dont le siège social est situé 8, rue du Cirque 75008 PARIS, immatriculée au RCS de PARIS sous le n° 752 878 140), ci-après désignée « PETIT COQ » ou la « Société Absorbée » et la Société aux termes duquel PETIT COQ fait apport à titre de fusion à la Société de la totalité de son patrimoine, actif et passif, pour sa valeur comptable au 1er janvier 2015, date d'effet comptable et fiscal de la fusion, soit un actif évalué à 118.702 euros et un passif évalué à 104.475 euros, représentant ainsi un actif net apporté de 14.227 euros.

approuve dans toutes ses dispositions, le projet de traité de fusion susvisé et ses annexes, en ce compris l'évaluation du patrimoine de PETIT COQ, et en conséquence :

- décide la fusion par voie d'absorption de PETIT COQ par la Société ;
- décide, qu'en raison de la détention par la Société de la totalité des parts sociales de la Société Absorbée, cet apport ne sera pas rémunéré par une augmentation de capital de la Société et ce, conformément aux dispositions de l'article L.236-3 II du Code de commerce ;
- prend acte de ce que le mali de fusion (correspondant à la différence entre la valeur de l'actif net apporté et la valeur nette comptable dans les livres de la Société des parts sociales de la Société Absorbée dont elle était propriétaire) doit être comptabilisé conformément aux normes comptables en vigueur ;
- prend acte également que (i) la fusion sera placée sous le régime fiscal de faveur prévu aux articles 210 A, 257 bis et 816 du Code général des impôts et aura un effet rétroactif, sur le plan comptable et fiscal, au 1er janvier 2014, et (ii) la Société prend tous les engagements fiscaux requis pour bénéficier desdits régimes fiscaux de faveur.

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au Président, Monsieur Michel PIETRINI, à l'effet de poursuivre la réalisation définitive des opérations d'apport et de fusion par lui-même ou par un mandataire par lui désigné et, en conséquence de :

- réitérer, si besoin est et sous toutes formes, les apports effectués à la Société, établir tous actes confirmatifs, complémentaires ou rectificatifs qui pourraient être nécessaires, signer la déclaration de conformité et de régularité prévue par les dispositions de l'article L.236-6 alinéa 3 du code de commerce, accomplir toutes formalités utiles pour faciliter la transmission du patrimoine de PETIT COQ à la Société ;
- remplir toutes formalités, faire toutes déclarations auprès des administrations concernées, ainsi que toutes significations et notifications à quiconque et en particulier, en cas de difficulté, engager ou suivre toutes instances ;
- aux effets ci-dessus, signer toutes pièces, tous actes et documents, élire domicile, substituer et déléguer dans la limite des présents pouvoirs, et faire tout ce qui sera nécessaire.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale constate l'expiration du délai d'opposition des créanciers et l'absence d'opposition des créanciers, en conséquence l'Assemblée Générale constate que (i) la fusion de PETIT COQ par la Société est définitivement réalisée et (ii) PETIT COQ est corrélativement dissoute sans liquidation.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RESOLUTION

Après avoir entendu la lecture du rapport du Conseil d'Administration, L'Assemblée Générale décide de modifier l'article 6 (« Apport ») des statuts et d'insérer un nouvel alinéa, savoir :

ARTICLE 6 – FORMATION DU CAPITAL *(nouvelle rédaction)*

« Les soussignés ont apporté à la société une somme totale de 250.000 francs correspondant à deux mille cinq cents (2.500) actions de 100 francs chacune, entièrement souscrites et libérées.

Par traité de fusion en date du 20 mai 2015, il a été apporté le patrimoine de la société PETIT COQ (752 878 140 RCS PARIS) par voie de fusion-absorption par la Société, représentant un actif net apporté de 14.227 € ; en raison de la détention par la Société de la totalité du capital de la société PETIT COQ dans les conditions prévues par l'article L.236-11 du Code de commerce, cet apport n'a pas été rémunéré par une augmentation de capital. »

Cette résolution est adoptée à l'unanimité

QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

***

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, la séance est levée. De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé par les Membres du Bureau, après lecture.

Madame Anne Sophie MENANT

Monsieur Michel PIETRINI

Monsieur Grégoire DECOOL

Madame Monique PIETRINI

1508434703

DATE DEPOT : 2015-09-09

NUMERO DE DEPOT : 2015R084270

N° GESTION : 1997B14166

N° SIREN : 414084269

DENOMINATION : BEWEB

ADRESSE : 5 rue Marbeau 75116 Paris

DATE D'ACTE : 2015/08/10

TYPE D'ACTE : STATUTS A JOUR

NATURE D'ACTE :

« BEWEB »

Société anonyme
Capital social : 38.112,25 €
Siège social : 5, rue Marbeau 75116 PARIS
414 084 269 R.C.S. PARIS

Greffe du tribunal
de commerce de Paris
Acte déposé le :
- 9 SEP. 2015
Sous le N° : 2015 27042

STATUTS

Statuts mis à jour le 10 août 2015

Copie certifiée conforme

TITRE I

FORME - DÉNOMINATION SOCIALE - OBJET SIEGE SOCIAL - DURÉE

ARTICLE 1 : FORME

Il existe, entre les propriétaires des actions ci-après créées et de toutes celles qui le seraient ultérieurement, une société anonyme régie par les lois et règlements en vigueur notamment par la loi du 24 juillet 1966, ainsi que par les présents statuts.

ARTICLE 2 : DENOMINATION SOCIALE

La dénomination sociale est : BEWED
Dans tous les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, la dénomination sociale doit être précédée ou suivie immédiatement des mots "société anonyme" ou des initiales "S.A." et de l'énonciation du montant du capital social, ainsi que le lieu et le numéro d'immatriculation de la société au Registre du commerce et des sociétés.

ARTICLE 3 : OBJET

La Société a pour objet, directement ou indirectement, en France ou à l'étranger :
- le conseil, la création, l'exploitation, la location et la vente de services multimédia, d'informations et de commerce électronique,
- la production, l'exploitation, l'acquisition, l'édition, la distribution, la location, la vente, la promotion, la diffusion de films cinématographiques, de programmes audiovisuels et d'œuvres musicales ou littéraires, et ce par tous moyens connus ou inconnus à ce jour,
- opérations de marketing, de promotion, de publicité y compris les achats d'espaces publicitaires, en qualité de prestataire de services pour le compte d'autres sociétés, prestations de toute nature dans le domaine de l'audiovisuel,
- opération de recrutement de personnel cadres dans les entreprises,
- et généralement, toutes opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières, immobilières, se rapportant directement ou indirectement adit objet, ou pouvant en faciliter l'extension ou le développement.

ARTICLE 4 : SIEGE SOCIAL.

Le siège social est fixé au 5, rue Marbeau 75116 PARIS
Il peut être transféré en tout endroit du même département ou dans un département limitrophe, par une simple décision du conseil d'administration, sous réserve de ratification de cette décision par la prochaine assemblée générale ordinaire des actionnaires et partout ailleurs en vertu d'une décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, sous réserve des dispositions légales en vigueur.

ARTICLE 5 : DUREE - ANNEE SOCIALE

La durée de la société est de 99 années à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf les cas de prorogation ou de dissolution anticipée.

L'année sociale commence le 1er janvier et finit le 31 décembre.
Exceptionnellement, le premier exercice social comprend le temps écoulé entre la date de création de la société et le 31 décembre 1998.

TITRE II

CAPITAL SOCIAL - ACTIONS

ARTICLE 6 : FORMATION DU CAPITAL

Les soussignés ont apporté à la société une somme totale de 250.000 francs correspondant à deux mille cinq cents (2.500) actions de 100 francs chacune, entièrement souscrites et libérées.

Par traité de fusion en date du 20 mai 2015, il a été apporté le patrimoine de la société PETIT COQ (752 878 140 RCS PARIS) par voie de fusion-absorption par la Société, représentant un actif net apporté de 14.227 € ; en raison de la détention par la Société de la totalité du capital de la société PETIT COQ dans les conditions prévues par l'article L.236-11 du Code de commerce, cet apport n'a pas été rémunéré par une augmentation de capital.

ARTICLE 7 : CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de 38.112 euros. Il est divisé en deux mille cinq cents (2 500) actions, numérotées de 1 à 2 500, toutes souscrites en numéraire et libérées de leur valeur nominale.

ARTICLE 8 : AUGMENTATION DU CAPITAL SOCIAL

Le capital social est augmenté par tous moyens et selon toutes modalités prévues par la loi. L'assemblée générale extraordinaire, sur le rapport du conseil d'administration, est seule compétente pour décider l'augmentation du capital.

Les actionnaires ont, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des actions de numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital. Les actionnaires peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel.

Le droit à l'attribution d'actions nouvelles aux actionnaires, à la suite de l'incorporation au capital de réserves, bénéfices ou primes d'émission, appartient au nu-propriétaire, sous réserve des droits de l'usufruitier.

ARTICLE 9 : LIBERATION DES ACTIONS

Les actions souscrites en numéraire doivent être obligatoirement libérées de la moitié au moins de leur valeur nominale lors de leur souscription et le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus doit intervenir en une ou plusieurs fois sur décision du conseil d'administration dans le délai de cinq ans à compter du jour où l'augmentation de capital est devenue définitive.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance des souscripteurs par lettre recommandée avec accusé de réception expédiée quinze jours au moins avant la date fixée pour chaque versement. Les versements sont effectués, soit au siège social, soit en tout autre endroit indiqué à cet effet.

Tout retard dans le versement des sommes dues sur le montant non libéré des actions entraine de plein droit et sans qu'il soit besoin de procéder à une formalité quelconque, le paiement d'un intérêt au taux légal, à partir de la date d'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la société peut exercer contre l'actionnaire défaillant et des mesures d'exécution forcée prévues par la loi.

ARTICLE 10 : REDUCTION - AMORTISSEMENT DU CAPITAL

La réduction du capital est autorisée ou décidée par l'assemblée générale extraordinaire qui peut déléguer au conseil d'administration tous pouvoirs pour la réaliser. En aucun cas, elle ne peut porter atteinte à l'égalité des actionnaires.

La réduction du capital social à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à amener celui-ci à un montant au moins égal à ce montant minimum, sauf transformation de la société en société d'une autre forme.
En cas d'inobservation de ces dispositions, tout intéressé peut demander en Justice la dissolution de la société.
Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution, si au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.
Le capital peut être amorti conformément aux dispositions de la loi.

ARTICLE 11 : FORME DES ACTIONS

Les actions sont obligatoirement nominatives. Elles donnent lieu à une inscription en compte individuel dans les conditions et selon les modalités prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur. Ces comptes individuels peuvent curé des comptes "nominatifs purs" ou des comptes "nominatifs administrés" au choix de l'actionnaire.

ARTICLE 12. INDIVISIBILITE DES ACTIONS

Les actions sont indivisibles à l'égard de la société. Les copropriétaires indivis d'actions sont représentés aux assemblées générales par l'un d'eux ou par un mandataire commun de leur choix. A défaut d'accord entre eux sur le choix d'un mandataire, celui-ci est désigné par ordonnance du président du tribunal de commerce statuant en référé à la demande du copropriétaire le plus diligent.
Le droit de vote attaché à l'action appartient à l'usufruitier dans les assemblées générales ordinaires et au nu-propriétaire dans les assemblées générales extraordinaires. Cependant, les actionnaires peuvent convenir entre eux de toute autre répartition pour l'exercice du droit de vote aux assemblées générales. En ce cas, ils devront porter leur convention à la connaissance de la société par lettre recommandée adressée au siège social, la société étant tenue de respecter cette convention pour toute assemblée générale qui se réunirait après l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi de la lettre recommandée, le cachet de la poste faisant foi de la date d'expédition.
Le droit de l'actionnaire d'obtenir communication des documents sociaux ou de les consulter peut également être exercé par chacun des copropriétaires d'actions indivises, par l'usufruitier et le nu-propriétaire d'actions.

ARTICLE 13 : CESSION ET TRANSMISSION DES ACTIONS

1 - Les actions ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés
En cas d'augmentation de capital, les actions sont négociables à compter de la réalisation définitive de celle-ci.
Les mouvements de titres non libérés des versements exigibles ne sont pas autorisés.
2 - La propriété des actions résulte de leur inscription en compte individuel su nom du ou des titulaires sur les registres tenus à cet effet au siège social. La cession de ces actions s'opère, à l'égard des tiers et de la société, par un ordre de mouvement signé du cédant ou de son mandataire. Le mouvement est mentionné sur ces registres.
La transmission d'actions, à titre gratuit, ou en suite de décès, s'opère également su moyen d'un ordre de mouvement mentionné sur le registre des mouvements de titres sur justification de la mutation dans les conditions légales.

ARTICLE 14: DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

1 - Chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente et donne droit au vote et à la représentation dans les assemblées générales, dans les conditions fixées par la loi et les statuts.
Tout actionnaire a le droit d'être informé sur la marche de la société et d'obtenir communication de certains documents sociaux aux époques et dans les conditions prévues par la loi et les statuts.

2 - Les actionnaires ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.
Sous réserve des dispositions légales et statutaires, aucune majorité ne peut imposer une augmentation de leurs engagements. Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe.
La possession d'une action comporte de plein droit adhésion aux décisions de l'assemblée générale et aux présents statuts. La cession comprend tous les dividendes échus et non payés et à échoir, ainsi éventuellement que la part dans les fonds de réserve, sauf dispositions contraires notifiées à la société.
Les héritiers, créanciers, ayants droit ou autres représentants d'un actionnaire ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition des scellés sur les biens et documents sociaux, demander le partage ou la licitation de ces biens, ni s'immiscer dans l'administration de la société. Ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions de l'assemblée générale.

3 - Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder un certain nombre d'actions pour exercer un droit quelconque, en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution des titres, ou lors d'une augmentation ou d'une réduction de capital, d'une fusion ou de toute autre opération, les actionnaires possédant un nombre d'actions inférieur à celui requis, ne peuvent exercer ces droits qu'à la condition de faire leur affaire personnelle de l'obtention du nombre d'actions requis.

TITRE III

ADMINISTRATION ET CONTROLE DE LA SOCIÉTÉ

ARTICLE 15 : CONSEIL D'ADMINISTRATION

1 - Composition
La société est administrée par un conseil d'administration de trois membres au moins et de dix-huit au plus, sauf dérogation temporaire prévue en cas de fusion.

Les administrateurs sont nommés ou renouvelés dans leurs fonctions par l'assemblée générale ordinaire des actionnaires qui peut les révoquer à tout moment.

Toutefois, en cas de fusion ou de scission, la nomination des administrateurs peut être faite par l'assemblée générale extraordinaire.

Les administrateurs peuvent être des personnes physiques ou des personnes morales. Les administrateurs personnes morales sont tenus lors de leur nomination de désigner un représentant permanent qui est soumis au mêmes conditions et obligations et qui encourt les mêmes responsabilités civiles et pénales que s'il était administrateur en son nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire: de la personne morale qu'il représente. Ce mandat de

représentant permanent lui est donné pour la durée de celui de la personne morale qu'il représente: il doit être renouvelé à chaque renouvellement de mandat de celui-ci.

Lorsque la personne morale révoque son représentant, elle est tenue de notifier cette révocation à la société, sans délai, par lettre recommandée et de désigner selon les mêmes modalités un nouveau représentant permanent ; il en est de même en cas de décès ou de démission du représentant permanent.

Un administrateur personne physique ne peut appartenir simultanément à plus de cinq conseils d'administration ou conseils de surveillance de sociétés anonymes ayant leur siège en France métropolitaine, sauf les exceptions prévues par la loi.

Tout administrateur personne physique qui lorsqu'il accède à un nouveau mandat se trouve en infraction avec les dispositions de l'alinéa précédent, doit dans les trois mois de sa nomination, se démettre de l'un de ses mandats. A défaut, il est réputé s'être démis , selon le cas, soit de son nouveau mandat, soit du mandat ne répondant plus aux aux conditions fixées par l'article L225-21, alinéa 2 du code de commerce.

Un salarié de la société ne peut être nommé administrateur que si son contrat de travail est antérieur à sa nomination et correspond à un emploi effectif. Le nombre des administrateurs liés à la société par un contrat de travail ne peut dépasser le tiers des administrateurs en fonction.

2 - Limite d'âge - Durée des fonctions

Nul ne peut être nommé administrateur si, ayant dépassé l'âge de quatre vingt cinq ans, sa nomination a pour effet de porter à plus du tiers des membres du Conseil le nombre d'administrateurs ayant dépassé l'âge de quatre vingt cinq ans. Le nombre d'administrateur ayant dépassé l'âge de quatre vingt cinq ans ne peut excéder le tiers des membres du Conseil d'administration. Si cette limite est atteinte, l'administrateur le plus âgé est réputé démissionnaire à effet de l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice au cours duquel la limitation aura été dépassée.

3 - Vacances – Cooptation

En cas de vacance par décès ou démission d'un ou plusieurs sièges d'administrateur, le conseil d'administration peut, entre deux assemblées générales, procéder à des nominations titre provisoire. Toutefois, s'il ne reste plus qu'un seul ou que deux administrateurs en fonction, celui-ci ou ceux-ci, ou à défaut le ou les commissaires aux comptes, doivent convoquer immédiatement l'assemblée générale ordinaire des actionnaires à l'effet de compléter l'effectif du conseil.

Les nominations provisoires effectuées par le conseil d'administration sont soumises à la ratification de la plus prochaine assemblée générale ordinaire. A défaut de ratification, les délibérations prises et les actes accomplis antérieurement par le conseil n'en demeurent pas moins valables.

L'administrateur nommé en remplacement d'un autre ne demeure en fonction que pendant le temps restant à courir du mandat de son prédécesseur.

ARTICLE 16 - ACTIONS D'ADMINISTRATEURS

Aucune détention d'action n'est requise pour les administrateurs.

ARTICLE 17 - BUREAU DU CONSEIL

Le conseil d'administration élit, parmi ses membres personnes physiques, un président dont il fixe la durée des fonctions sans qu'elle puisse excéder la durée de son mandat d'administrateur.

Le président ne doit pas être âgé de plus de quatre vingt cinq ans. S'il vient à dépasser cet âge, il est réputé démissionnaire à effet de l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice au cours duquel la limitation aura été dépassée.

Le conseil peut nommer, à chaque séance, un secrétaire; même en dehors de ses membres.
En cas d'absence ou d'empêchement du président, le conseil désigne à chaque séance celui de se membres présents qui doit présider la séance.

ARTICLE 18 - DELIBERATIONS DU CONSEIL

Les administrateurs sont convoqués aux séances du conseil d'administration par tous moyens, même verbalement. Il est tenu un registre de présence qui est signé par les administrateurs participant à la séance du conseil d'administration.

Les délibérations sont prises aux conditions de quorum et de majorité prévues par la loi. En cas de partage des voix, celle, du président de la séance est prépondérante.

Conformément aux dispositions du règlement intérieur, sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité, les administrateurs qui participent aux réunions du conseil par des moyens de visioconférence.

Les copies on extraits des délibérations du conseil d'administration sont valablement certifiés par le président du conseil d'administration, un directeur général, l'administrateur délégué temporairement dans les fonctions de président ou un fondé de pouvoir habilité à cet effet.

ARTICLE 19 - POUVOIRS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'Administration détermine les orientations de l'activité de la Société et veille à leur mise en oeuvre. Sous réserve des pouvoirs expressément attribués par la loi aux assemblées d'actionnaires et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la Société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent.

Dans les rapports avec les tiers, la Société est engagée même par les actes du Conseil d'Administration qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Le Conseil d'Administration procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns. Chaque administrateur reçoit toutes les informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission et peut se faire communiquer tous les documents qu'il estime utiles.

ARTICLE 20 - DIRECTION GENERALE - DELEGATION DE POUVOIRS - SIGNATURE SOCIALE

1 - Directeur Général

La direction générale est assumée sous sa responsabilité, soit par le Président du Conseil d'Administration, soit par une autre personne physique nommée par le Conseil d'Administration et portant le titre de Directeur Général.

Le Conseil d'Administration choisit entre ces deux modalités d'exercice de la direction générale et doit en informer les actionnaires et les tiers dans les conditions réglementaires.

La délibération du conseil d'administration relative au choix de la modalité d'exercice de la direction générale est prise à la majorité des administrateurs présents ou représentés.

L'option retenue par le conseil d'administration doit être prise pour une durée qui ne peut être inférieure à un an.

A l'expiration de ce délai, le conseil d'administration doit délibérer sur les modalités d'exercice de la direction générale.

Le Directeur Général est une personne physique choisie parmi les administrateurs ou non.

La durée des fonctions du Directeur Général est déterminée par le Conseil au moment de la nomination. Cependant, si le Directeur Général est administrateur, la durée de ses fonctions ne peut excéder celle de son mandat d'administrateur.

Nul ne peut être nommé Directeur Général s'il est âgé de plus de soixante-cinq ans. Lorsque le Directeur Général atteint la limite d'âge, il est réputé démissionnaire d'office.

Le Directeur Général est révocable à tout moment par le Conseil d'Administration. Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à des dommages-intérêts, sauf lorsque le Directeur Général assume les fonctions de Président du Conseil d'Administration.

Le Directeur Général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société. Il exerce ses pouvoirs dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux que la loi attribue expressément aux assemblées d'actionnaires et au Conseil d'Administration.

Il représente la Société dans ses rapports avec les tiers. La Société est engagée même par les actes du Directeur Général qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Le Conseil d'Administration peut limiter les pouvoirs du Directeur Général mais ces limitations sont inopposables aux tiers.

Une personne physique ne peut exercer simultanément plus d'un mandat de directeur général de sociétés anonymes ayant leur siège sur le territoire français, sauf exception prévue par la loi.

2- Directeurs Généraux délégués

Sur proposition du Directeur Général, le Conseil d'Administration peut nommer une ou plusieurs personnes physiques chargées d'assister le Directeur Général, avec le titre de Directeur Général délégué.

Le Conseil d'Administration peut choisir les directeurs généraux délégués parmi les administrateurs ou non et ne peut pas en nommer plus de 5.

La limite d'âge est fixée à soixante-dix ans. Lorsqu'un Directeur Général délégué atteint la limite d'âge, il est réputé démissionnaire d'office.

Les directeurs généraux délégués sont révocables à tout moment par le Conseil d'Administration, sur proposition du Directeur Général. Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à dommages-intérêts.

Lorsque le Directeur Général cesse ou est empêché d'exercer ses fonctions, les directeurs généraux délégués conservent, sauf décision contraire du Conseil, leurs fonctions et leurs attributions jusqu'à la nomination du nouveau Directeur Général.

En accord avec le Directeur Général, le Conseil d'Administration détermine l'étendue et la durée des pouvoirs conférés aux directeurs généraux délégués. Les directeurs généraux délégués disposent à l'égard des tiers des mêmes pouvoirs que le Directeur Général.

ARTICLE 21 - REMUNERATION DA ADMINISTRATEURS, DU PRESIDENT, DES DIRECTEURS GENERAUX ET DES MANDATAIRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION.

1 - L'assemblée générale peut allouer aux administrateurs, en rémunération de leur activité, une somme fixe annuelle, à titre de jetons de présence. Le conseil d'administration répartit cette rémunération librement, entre ses membres.

2 - La rémunération du président du conseil d'administration, du Directeur Général et des directeurs généraux délégués est déterminée par le conseil d'administration. Elle peut être fixe ou proportionnelle, ou à la fois fixe et proportionnelle.

3 - Il peut être alloué par le conseil d'administration des rémunérations exceptionnelles pour les missions ou mandats confiés à des administrateurs dans ce cas, ces rémunérations portées aux charges d'exploitation sont soumises à l'approbation de l'assemblée générale ordinaire dans les conditions prévues à l'article 22 des statuts.

4 - Aucune autre rémunération, permanente ou non, ne peut être versée aux administrateurs autres que ceux investis de la direction générale et ceux liés à la société par un contrat de travail dans les conditions

ARTICLE 22 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE LE DIRECTEUR GENERAL, UN DIRECTEUR GENERAL DELEGUE, UN ADMINISTRATEUR , UN ACTIONNAIRE DETENANT PLUS DE 5 % DES DROITS DE VOTE

Toute convention intervenant directement ou par personne interposée entre la société et son directeur général, l'un de ses directeurs généraux délégués, l'un de ses administrateurs, l'un de ses actionnaires disposant d'une fraction des droits de vote supérieur à 5 % ou, s'il s'agit d'une société actionnaire, la société la contrôlant au sens de l'article L233-3 du code de commerce, doit être soumise à l'autorisation préalable du conseil d'administration.

Il en est de même des conventions auxquelles une des personnes visées à l'alinéa précédent est indirectement intéressée.

Sont également soumises à autorisation préalable les conventions intervenant entre la société et une autre entreprise, si le directeur général, l'un des directeurs généraux délégués ou l'un des administrateurs de la société est propriétaire, associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, directeur général, membre du directoire ou du conseil de surveillance de l'entreprise.

Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales.

ARTICLE 23 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires sont nommés et exercent leur mission de contrôle conformément à la loi.
Ils ont pour mission permanente, à l'exclusion de toute immixtion dans la gestion, de vérifier les livres et les valeurs de la société et de contrôler la régularité et la sincérité des comptes sociaux.
Un ou plusieurs commissaires aux comptes suppléants sont nommés, qui sont appelés à remplacer le ou les commissaires aux comptes titulaires en cas d'empêchement, de refus, de démission ou de décès.

TITRE IV

ASSEMBLÉES D'ACTIONNAIRES

ARTICLE 24 - NATURE DES ASSEMBLEES

Les décisions des actionnaires sont prises en assemblée générale.

Les assemblées générales ordinaires sont celles qui sont appelées à prendre toutes, décisions qui ne modifient pas les statuts.

Les assemblées générales extraordinaires sont celles appelées à décider ou autoriser des modifications directes ou indirectes des statuts.

Les assemblées spéciales réunissent les titulaires d'actions d'une catégorie déterminée pour statuer sur une modification des droits des actions de cette catégorie.
Les délibérations des assemblées générales obligent tous les actionnaires, même absents, dissidents ou incapables.

ARTICLE 25 - CONVOCATION ET REUNION DES ASSEMBLEES GENERALES

Les assemblées générales sont convoquées soit par le conseil d'administration ou, à défaut, soit par le ou les commissaires aux comptes, soit par un mandataire désigné par le président du tribunal de commerce statuant en référé à la demande d'un ou plusieurs actionnaires réunissant le dixième au moins du capital.

Pendant la période de liquidation, les assemblées sont convoquées par le ou les liquidateurs.
Les assemblées générales sont réunies au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans l'avis de convocation.

La convocation est faite quinze jours avant la date de l'assemblée, soit par lettre simple ou recommandée adressée à chaque actionnaire, soit par un avis inséré dans un Journal d'annonces légales du département du siège social. En cas de convocation par insertion, chaque actionnaire doit également être convoqué par lettre simple ou, sur sa demande et à ses frais, par lettre recommandée.

Lorsqu'une assemblée n'a pu régulièrement délibérer, faute de réunir le quorum requis, la deuxième assemblée et, le cas échéant, la deuxième assemblée prorogée, sont convoquées dans les mêmes formes que la première et l'avis de convocation rappelle la date de la première et rappelle son ordre dur jour.

ARTICLE 26 - ORDRE DU JOUR

1 - L'ordre du jour des assemblées est arrêté par l'auteur de la convocation.

2 - Un ou plusieurs actionnaires, représentant au moins la quotité du capital social requise et agissant dans les conditions et délais fixés par la loi, ont la faculté de requérir, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception l'inscription a l'ordre du jour de l'assemblée de projets de résolutions.

3 - L'assemblée ne peut délibérer sur une question qui n'est pas inscrite à l'ordre du jour, lequel ne peut être modifié sur deuxième convocation. Elle peut toutefois, en toutes circonstances révoquer un ou plusieurs, administrateurs et procéder à leur remplacement.

ARTICLE 27 - ADMISSION AUX ASSEMBLEES - POUVOIRS

1- Tout actionnaire a le droit de participer aux assemblées générales et aux délibérations personnellement ou par mandataire, quelque soit le nombre de ses actions, sur simple justification de son identité, dès lors que ses titres sont libérés des versements exigibles et inscrits en compte à son nom depuis cinq jours au moins avant la date de la réunion.

2 - Tout actionnaire peut voter par correspondance au moyen d'un formulaire dont il peut obtenir renvoi dans les conditions indiquées par l'avis de convocation à l'assemblée.

3 - Un actionnaire ne peut se faire représenter que par son conjoint ou par un autre actionnaire justifiant d'un mandat.

ARTICLE 28 -TENUE DE L'ASSEMBLEE - BUREAU - PROCES-VERBAUX

1 - Une feuille de présence est émargée par les actionnaires présents et les mandataires et à laquelle sont annexés les pouvoirs donnés à chaque mandataire et, le cas échéant, les formulaires de vote par correspondance. Elle est certifiée exacte par le bureau de l'assemblée.

2 - Les assemblées sont présidées par le président du conseil d'administration ou, en son absence, par un administrateur spécialement délégué à cet effet par le conseil. En cas de convocation par un commissaire aux compte ou par un mandataire de justice, l'assemblée est présidée par l'auteur de la convocation. A défaut, rassemblée élit elle-même son président.

Les deux actionnaires, présents ou acceptants, représentant, tant par eux-mêmes que comme mandataire, le plus grand nombre de voix remplissent les fonctions de scrutateurs. Le bureau ainsi constitué désigne un secrétaire qui peut être pris en dehors des membres de (assemblée.

3 - Les délibérations des assemblées sont constatées par des procès-verbaux signés par les membres du bureau et établis sur un registre spécial conformément à la loi. Les copies et extraits de ces procès-verbaux sont valablement certifiés dans les conditions fixées par la loi.

ARTICLE 29 - QUORUM-VOTE,

1 - Le quorum est calculé sur l'ensemble des actions composant le capital social sauf dans les assemblées spéciales où il est calculé sur l'ensemble des actions de la catégorie intéressée, le tout déduction faite des actions privées du droit de vote en vertu des dispositions de la loi. En cas de vote par correspondance, il ne sera tenu compte, pour le calcul du quorum, que des formulaires dûment complétés et reçus par la société trois jours au moins avant la date de l'assemblée.

Sont réputés présents pour le calcul du quorum et de majorité les actionnaires qui participent à l'assemblée par visioconférence ou par des moyens de télécommunications permettant leur identification et dont la nature et les conditions d'application sont déterminées par décret en conseil d'Etat.

2 - Le droit de vote attaché aux actions de capital ou de jouissance est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent. Chaque action donne droit à une voix.

3 - Le vote s'exprime à main levée, ou par appel nominal, ou au scrutin secret selon ce qu'en décide le bureau de rassemblée ou les actionnaires. Les actionnaires peuvent aussi voter par correspondance.

ARTICLE 30 - ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

L'assemblée générale ordinaire, prend toutes décisions excédant les pouvoirs du conseil d'administration et qui n'ont pas pour objet de modifier les statuts.

L'assemblée générale ordinaire est réunie au moins une fois l'an, dans les six mois de la clôture de l'exercice social, pour statuer sur les comptes de cet exercice, sous réserve de prolongation de ce délai par décision de justice.

Elle ne délibère valablement sur première convocation, que si les actionnaires présents ou représentés, ou votant par correspondance possèdent au moins le quart des actions ayant le droit de vote.

Aucun quorum n'est requis sur deuxième convocation. Elle statue à la majorité des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés ou votant par correspondance.

ARTICLE 31- ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

L'assemblée générale extraordinaire peut modifier les statuts dans toutes leurs dispositions et décider notamment la transformation de la société en société d'une autre forme, civile commerciale. Elle ne peut toutefois augmenter les engagements des actionnaires sous réserve des opérations résultant d'un groupement d'actions régulièrement effectué.

L'assemblée générale extraordinaire ne peut délibérer valablement que si les actionnaires présents ou représentés, ou votant par correspondance, possèdent au moins, sur première convocation, le quart des actions ayant le droit de vote. A défaut de ce dernier quorum, la deuxième assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée.

L'assemblée générale extraordinaire statue à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés, ou votant par correspondance, sauf dérogation légale.

Dans les assemblées générales extmordinaires à forme constitutive, c'est-à-dire celles appelées à délibérer sur l'approbation d'un apport en nature ou l'octroi d'un avantage particulier, l'apporteur ou le bénéficiaire n'a voix délibérative ni pour lui-même, ni comme mandataire.

ARTICLE 32 - ASSEMBLEES SPECIALES

S'il existe plusieurs catégories d'actions, aucune modification ne peut être faite aux droits, des actions d'une de ces catégories, sans vote conforme d'une assemblée générale extraordinaire ouverte à tous les actionnaires et, en outre, sans vote également conforme d'une assemblée spéciale ouverte aux seuls propriétaires des actions de la catégorie intéressée.

Les assemblées spéciales ne peuvent délibérer valablement que si les actionnaires prescrits ou représentés possèdent au moins, sur première convocation, la moitié et, sur deuxième convocation, le quart des actions de la catégorie concernée.

Pour le reste, elles sont convoquées et délibèrent dans les mêmes conditions que les assemblées générales extraordinaires sous réserve des dispositions particulières applicables aux assemblées de titulaires d'actions à dividende prioritaire sans droit de vote.

ARTICLE 33 - DROIT DE COMMUNICATION DES ACTIONNAIRES

Tout actionnaire a le droit d'obtenir, dans les conditions et aux époques fixées par la loi, communication des documents nécessaires pour lui permettre de se prononcer en connaissance de cause et de porter un jugement sur la gestion et le contrôle de la société.

La nature de ces documents et les conditions de leur envoi ou mise à disposition sont déterminées par la loi et les règlements.

TITRE V

EXERCICE SOCIAL - COMPTES SOCIAUX AFFECTATION ET RÉPARTITTON DES BÉNÉFICES

ARTICLE 34 - EXERCICE SOCIAL

L'année sociale est définie à l'article 5.

ARTICLE 35 – INVENTAIRE - COMPTES ANNUELS

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales conformément aux lois et usages du commerce.

A la clôture de chaque exercice le conseil d'administration dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif. Il dresse également les comptes annuels conformément aux dispositions du Titre II du Livre Ier du code de commerce.

Il annexe au bilan un état des cautionnements, avals et garanties données par la société et un état des sûretés consenties par elle.

Il établit un rapport de gestion contenant les indications fixées par la loi.
Le rapport de gestion inclut, le cas, échéant, le rapport sur la gestion du groupe lorsque la société doit établir et publier des comptes consolidés dans les conditions prévues par la loi.

Le cas échéant, le conseil d'administration établit les documents comptables prévisionnels dans les conditions prévues par la loi.

Tous ces documents sont mis à la disposition des commissaires aux comptes dans les conditions légales et réglementaires.

ARTICLE 36 - AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

Sur le bénéfice de chaque exercice diminué, le cas échéant des pertes antérieures, sont tout d'abord prélevées les sommes à porter en réserve en application de la loi. Ainsi, il est prélevé 5 pour 100 pour constituer le fonds de réserve légale ; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ledit fonds atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque pour une cause quelconque, la réserve légale est au-dessous de cette fraction.

Le bénéfice contribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve en application de la loi ou des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Sur ce bénéfice, l'assemblée générale prélève, ensuite, les sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires, ou de reporter à nouveau.

Le solde s'il en existe, est réparti entre toutes les actions proportionnellement à leur montant libéré et non amorti.
Cependant, hors le cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite aux actionnaires lorsque les capitaux sont ou deviendraient à la suite de celle-ci inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

L'assemblée générale peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves facultatives soit pour fournir ou compléter un dividende, soit à titre de distribution exceptionnelle; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont distribués par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Les pertes, s'il en existe, sont, après l'approbation des comptes par l'assemblée générale, inscrites à un compte spécial pour être imputés sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

TITRE VI

CAPITAUX PROPRES - ACHAT PAR LA SOCIÉTÉ TRANSFORMATION - PROROGATION - DISSOLUTION - LIQUIDATION

ARTICLE 37 - CAPITAUX PROPRES INFERIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait de pertes dans les documents comptables, les capitaux propres de la société, deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le conseil d'administration est tenu, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de convoquer l'assemblée générale extraordinaire à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, sous réserve des dispositions légales relatives au capital minimum et dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui

des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves, si dans ce délai les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

Dans tous les cas, la décision de l'assemblée générale doit faire l'objet de formalités de publicité requise par les dispositions réglementaires applicables.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société. Il en est de même si les actionnaires n'ont pu délibérer valablement.

Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution, si, au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

ARTICLE 38 - ACHAT PAR LA SOCIETE D'UN BIEN APPARTENANT A UN ACTIONNAIRE

Lorsque la société, dans les deux ans suivant son immatriculation, acquiert un bien appartenant à un actionnaire et dont la valeur est au moins égale à un dixième du capital social, un commissaire chargé d'apprécier, sous sa responsabilité, la valeur de ce bien, est désigné par décision de justice à la demande du président du conseil d'administration.

Le rapport du commissaire est mis à la disposition des actionnaires. L'assemblée générale ordinaire statue sur l'évaluation du bien, à peine de nullité de l'acquisition.

Le vendeur n'a de voix délibérative ni pour lui-même, ni comme mandataire.

Ces dispositions ne sont pas applicables lorsque l'acquisition est faite en bourse ou sous le contrôle d'une autorité judiciaire ou dans le cadre des opérations courantes de la société et conclues à des conditions normales.

ARTICLE 39 - TRANSFORMATION

La société peut se transformer en société d'une autre forme si, au moment de la transformation, elle a au moins deux ans d'existence et si elle a établi et fait approuver par les actionnaires les bilans de ses deux premiers exercices.

La décision de transformation est prise sur le rapport des commissaires aux comptes de la société, lequel doit attester que les capitaux propres sont au moins égal au capital social.

La transformation en société en nom collectif nécessite l'accord de tous les actionnaires : en ce cas, les conditions prévues ci-dessus ne sont pas exigée.

La transformation en société en commandite simple ou par actions est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts et avec l'accord de tous les actionnaires devenant associés commandités.

La transformation en société à responsabilité limitée est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts des sociétés de cette forme.

La transformation en société par actions simplifiée est décidée à l'unanimité des actionnaires.

ARTICLE 10 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

Hors les cas de dissolution judiciaire prévus par la loi, et sauf prorogation régulière, la dissolution de la société intervient à l'expiration du terme fixé par les statuts ou à la suite d'une décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires.

Un ou plusieurs liquidateurs sont alors nommés par l'assemblée générale extraordinaire suivant conditions de quorum et de majorité prévues par les assemblées générales ordinaires.

Le Liquidateur représente la société. Tout l'actif social est réalisé et le passif acquitté par le liquidateur qui est investi des pouvoirs les plus étendus. Il répartit ensuite le solde disponible.

L'assemblée générale des actionnaires peut l'autoriser à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

L'actif net subsistant après remboursement du nominal des actions est partagé également entre toutes les actions.

En cas de réunion de toutes les actions en une seule main, la décision éventuelle de dissolution qu'elle soit volontaire ou judiciaire, entraine dans les conditions prévues par la loi, la transmission du patrimoine social il l'actionnaire unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation.

TITRE VII

CONTESTATIONS

ARTICLE 11 - CONTESTATIONS

Toutes contestations qui pourraient s'élever au cours de l'existence de la société ou sa dissolution pendant le cours des opérations de liquidation, soit entre les actionnaires, les organes de gestion ou d'administration et la société, soit entre les actionnaires eux-mêmes, relativement aux affaires sociales ou à l'exécution des dispositions statutaires sont soumises à la procédure d'arbitrage.

Chacune des parties désigné un arbitre, les arbitres ainsi désignés en choisissent un autre, de manière que le Tribunal arbitral soit constitué en nombre impair.

A défaut d'accord sur cette désignation, il y sera procédé par voie d'ordonnance de monsieur le président du tribunal de commerce du lieu du siège social, saisi en matière de référé par une des parties ou un arbitre.

L'instance arbitrale ne prendra pas fin par la révocation, le décès, l'empêchement, l'abstention ou la récusation d'un arbitre. Il sera pourvu à la désignation d'un nouvel arbitre par ordonnance du président du tribunal dé commerce saisi comme il est dit ci-dessus, non susceptible de recours.

Les arbitres ne seront pas tenus de suivre les règles établies par les tribunaux. Ils statueront comme amiables compositeurs. Les parties attribuent compétence au président du tribunal de commerce du siège social tant pour l'application des dispositions qui précédent que pour le règlement de toutes autres difficultés.